Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les convulsions du marché pétrolier : Une chance pour le développement durable en Algérie

Par Chems Eddine Chitour
Mondialisation.ca, 20 septembre 2014

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Pétrole,Gaz de schiste, Énergie
Analyses: LE MAGHREB

«Le génie c'est 99% de transpiration et 1% d'inspiration»

Goethe

Le pétrole cher, c'est fini pour le moment!, Le pays dépend à 98% du pétrole mais le pétrole ne rapporte plus comme avant. Les quantités d'hydrocarbures exportées ont baissé de 7,3% en 2013. Nous avons épuisé notre pain blanc. Le marché s'était retourné brusquement, résultat de la crise financière mondiale, de la constitution d'importants stocks de pétrole aux États-Unis et de l'offre additionnelle de sources d'énergie non conventionnelle. Depuis le début de l'été, la chute est lente mais continue. Même si on pompe d'une façon frénétique, on risque d'épuiser plus rapidement ce qui reste de pétrole, c'est un tonneau des Danaïdes. De plus, les rentiers de l'OPEP s'orientent vers une nouvelle politique de quotas pour tenter de freiner la chute

Les raisons de cette chute conjoncturelle mais dangereuse pour l'Algérie

Le cours du baril de pétrole chute inexorablement depuis le mois de juin dernier. Il s'est négocié mardi sous la barre des 98 dollars alors qu'il valait 115 dollars le 20 juin dernier. Depuis le 1er janvier, la baisse atteint 11,5%. En glissement annuel, la baisse est de 13%. Il a même frôlé lundi, avec son plus bas prix depuis 2012, sous les 96 dollars. Une très mauvaise nouvelle pour l'Algérie quand on sait que 98% de ses rentrées en devises proviennent du pétrole. La baisse très marquée du prix du baril s'explique par différentes raisons. D'abord, le ralentissement de la demande mondiale. L'un des plus gros acheteurs de pétrole brut dans le monde, la Chine, a vu sa production industrielle diminuer cet été. Elle est passée à 6,9% alors qu'elle frisait les 10%. D'où une demande moins grande. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance en Europe et la baisse de la demande des géants sud-américains (Brésil en tête) ont accéléré le phénomène.

Par ailleurs, le phénomène du pétrole de schiste bien que discutable et éphémère se fait également ressentir. L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA.) a annoncé une production de 8,6 millions de barils par jour au mois d'août, un chiffre historique. Mardi, le journal français Le Monde qui précise que «le taux de dépendance américain au pétrole importé est tombé de 60% en 2005 à 30% aujourd'hui». D'où la baisse par ricochet de la production de pétrole brut et la baisse de son prix sur le marché.

Le 6 août dernier, la Banque d'Algérie tirait déjà la sonnette d'alarme. Dans son rapport annuel, elle notait que la baisse du prix du pétrole au premier trimestre 2014 avait tiré vers

le bas les recettes d'exportations de l'ordre de 2.6%. Avec un baril inférieur à 100 dollars, l'économie algérienne est clairement menacée.

Dès 2012, le FMI prévenait l'Algérie: «L'orientation budgétaire expansionniste de ces dernières années a cependant rendu la situation budgétaire vulnérable aux fluctuations des cours du pétrole, le prix permettant d'équilibrer le budget étant aujourd'hui légèrement supérieur à 100 dollars le baril.» Une autre nouvelle inquiétante. La production céréalière de la campagne 2013/2014 a fortement chuté de 30% par rapport à la saison précédente, elle est à 34 millions de quintaux, La production de la campagne 2013/2014 est inférieure de 30% à celle de 2012-2013 qui s'était établie à 49,1 millions de quintaux. Cette baisse est due essentiellement, d'après le ministre, aux conditions climatiques… La production céréalière ne cesse de reculer depuis les rendements record de la campagne 2008/2009 avec 61,2 millions de quintaux. En 2009/2010, la production a chuté à 45 millions de quintaux avant de remonter à 51,2 millions de quintaux en 2011/2012. L'Algérie doit donc importer davantage de blé. On annonce déjà pour 1 milliard de dollars de blé tendre pour l'immédiat.

Ce qui se fait ailleurs dans le domaine de l'énergie.Le recours au renouvelable

Un principe de base: à des degrés divers chaque pays essaye de ne pas se trouver dans le type de situation à laquelle est confrontée l'Algérie. Ainsi, le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de l'année 2014, dédié aux énergies renouvelables prévoit une croissance de 50% de la production mondiale d'électricité issue des énergies renouvelables à moyen terme. Cette production devrait atteindre près de 26% de la production totale d'électricité d'ici à 2020; la capacité globale en énergie renouvelable passerait alors de 1 690 GW en 2013 à 2 555 GW en 2020. Pour l'année 2013, la part des énergies renouvelables, selon le même rapport, a compté 22% de la capacité globale ce qui était comparable à la capacité d'électricité produite à partir du gaz naturel.

Le développement des énergies renouvelables à l'horizon 2020 pourrait être boosté par deux tendances globales, rapporte l'AIE dans sa publication annuelle. Il s'agit de l'expansion géographique du déploiement des énergies renouvelables. D'autre part, les technologies du renouvelable deviennent de plus en plus compétitives induisant une baisse rapide des coûts. Elles représenteraient des solutions alternatives dans plusieurs pays.

Le rapport publié récemment par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) souligne que le prix du photovoltaïque a chuté de 80% depuis 2008 et cette tendance persiste encore. Il relève également que le solaire a atteint la parité réseau en 2013 en Italie, en Allemagne et en Espagne et prochainement en France et au Mexique. Le directeur général d'Irena, Adnan Z. Amin, a déclaré que la chute des prix du photovoltaïque est comparable à celle observée dans la révolution IT. Il déclare également que «les énergies renouvelables fournissent une réponse à un grand nombre des défis socio-économiques les plus urgents auxquels les gouvernements font face aujourd'hui, notamment l'accès à l'énergie, la sécurité des approvisionnements énergétiques, et les préoccupations sanitaires et environnementales».

La Chine compte 40% de l'expansion globale des énergies renouvelable avec plus de 60% de la croissance dans les pays non-membres de l'Ocde. L'environnement politique favorable combiné aux demandes croissantes d'énergie ont participé au déploiement à grande échelle du renouvelable en Chine. (…) Dans l'Ocde, après sept ans d'augmentation rapide de la croissance, le renouvelable traverse une période où l'expansion annuelle de la capacité est

lente, mais stable, note le rapport. Le renouvelable compterait environ 80% des nouvelles capacités d'énergie dans la période 2013-2020 (…) Le dernier rapport de l'Irena montre que les investissements dans le renouvelable ont augmenté considérablement ces dix dernières années, de 55 à 214 milliards de dollars entre 2004 et 2013 (sans inclure l'hydroélectricité). Il souligne que dans certains pays comme le Danemark, l'éolien est devenu la source d'énergie la moins chère. En Allemagne, la moitié de la production du renouvelable est assurée par les ménages et les fermiers.(1)

Par ailleurs et dans le même ordre de la compétitivité des énergies renouvelables, la puissance cumulée de l'éolien terrestre et du solaire photovoltaïque (PV) va doubler en 2020 comparativement à 2013 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui constate une baisse massive des coûts. 1000 GW de solaire et d'éolien d'ici 6 ans dans le monde selon l'AIE. Le seuil symbolique du million de mégawatts de solaire photovoltaïque (PV) (403 GW) et d'éolien terrestre (602 GW) sera franchi en 2020 selon le scénario de base du rapport de prospective à moyen terme du marché des énergies renouvelables (EnR) publié par l'AIE (1) est pour le moins étrange que les énergies renouvelables soient compétitives ailleurs et pas chez nous avec des prix de main-d'oeuvre cinq fois moins importants et un gisement solaire deux fois et demi plus performant. Il est plus que temps de réexaminer notre stratégie concernant un plan Marshall pour le durable.

Quel avenir énergétique face à la rareté de l'eau?

Dans le même ordre, l'eau est la deuxième ressource qu'il nous faut préserver par tous les moyens. Pour la Banque mondiale, l'eau et l'énergie sont deux secteurs inextricablement liés et interdépendants. Alors que ces deux ressources font l'objet d'une hausse de la demande mondiale, la pénurie d'eau menace la viabilité à long terme des projets énergétiques avec de graves conséquences pour le développement. Face à un avenir incertain, la Banque mondiale lance une initiative mondiale dont l'objectif est d'aider les pays à s'y préparer dès à présent. Il s'agit de mesurer les compromis eau/énergie et d'identifier les synergies possibles entre les politiques de gestion de ces deux ressources.

« Pour la Banque mondiale, la sécurité énergétique et la sécurité hydrique occupent une place capitale dans le développement humain et économique. Le couple eau/énergie est par ailleurs indispensable à la production agricole, où il est notamment nécessaire à la culture des biocarburants qui permettront à leur tour de produire de l'énergie. D'ici à 2035, la consommation énergétique mondiale augmentera de 35%, ce qui déterminera une hausse de 15% de l'utilisation d'eau, tandis que la consommation d'eau du secteur énergétique augmentera de 85% selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).(2)

Le changement climatique viendra ajouter davantage d'incertitude à cette situation en provoquant une variabilité accrue des disponibilités d'eau et une intensification de la fréquence et de la gravité des inondations et des sécheresses. En dépit de ce contexte inquiétant, la planification et la gestion de la production énergétique prennent aujourd'hui rarement en considération les problèmes que pose et posera de plus en plus l'approvisionnement en eau, pas plus d'ailleurs qu'elles n'intègrent les risques de phénomènes extrêmes. (…) En matière d'investissements énergétiques, le défaut d'évaluation des besoins en eau et d'analyse des contraintes hydriques futures a pour conséquence une hausse des coûts et des risques. Plusieurs solutions existent pour s'attaquer au double défi de l'eau et de l'énergie, et de nombreux pays ont déjà pris l'initiative d'engager des mesures audacieuses.

Les Émirats arabes unis, par exemple, s'emploient à diversifier leur panier énergétique en favorisant les énergies propres au détriment du gaz naturel.Le gouvernement a l'intention de construire la plus grande usine mondiale de dessalement solaire qui aura une capacité de traitement journalière de plus de 83,3 millions de litres d'eau potable et produira 20 mégawatts d'électricité (2)

Quelques risques du gaz de schiste: le principe de précaution

On a tout dit des gaz de schiste et on ne sera jamais assez prudent en terme, de lanceurs d'alertes concernant les dangers objectifs des techniques de fracturation. Un Rapport fédéral américain a calculé les dommages causés par le forage à l'environnement. La quantité d'eau polluée générée par les techniques de fracturation est de 280 milliards de gallons quantité suffisante pour noyer Washington sous une épaisseur d'eaux usées de 22 foot. 450,000 tons d'air pollué produit chaque année 250 milliards de gallons d'eau fraîche utilisés depuis 2005. 360,000 acres de terre dégradée depuis 2005. *Le Rapport du The Environnent America Research & Policy Center* intitulé «*Fracking by the Numbers»* est le premier indice de mesure de l'empreinte des dommages. Du point de vue de la santé, les résidents proches ont eu des maux de tête des nausées et beaucoup de symptômes liés au forage et à la pollution. Comme l'écrit le toxicologue Davide Brown avec des milliards de gallons d'eau toxique produits chaque année, nous voyons tout juste la partie visible (3)

Autre quasi-certitude les dangers sismiques: les puits de gaz de schiste font bien trembler la terre. Le débat est tranché. Les séismes en Oklahoma (Etats-Unis) sont bien provoqués par l'injection, dans des puits d'évacuation, d'eaux usées engendrées par des exploitations telles que celle du gaz de schiste. C'est ce qu'a prouvé l'équipe de Kathleen Keranen, de l'université Cornell. Depuis dix ans, de nouvelles méthodes d'exploitation comme les forages horizontaux, produisent des quantités considérables d'eaux usées dont on se débarrasse sous terre en les injectant dans des puits profonds de 2 ou 3 km. Résultat: la pression monte dans le sous-sol… (4)
Que faut il-faire dans notre pays?

La situation actuelle est celle d'un pays mono-exportateur d'une ressource dont nous n'avons aucune prise sur les prix. Nous sommes doublement vulnérables car nous n'avons pas de parade par une diversification en «ne mettant pas tous nos oeufs dans le même panier». De plus et c'est le plus délicat, nous ne prenons pas acte du déclin de nos réserves en mettant en oeuvre un Plan B de transition énergétique à marche forcée vers le développement durable.

Doit-on se résigner à la fatalité au mektoub, sans se battre, alors que nous pouvons et nous devons lutter pour conjurer cette situation. L'opportunité de la tripartie est peut-être une occasion importante pour poser les jalons d'une nouvelle vision de l'industrialisation, du réarmement industriel basé sur du concret. Rien de pérenne ne se fera si on ne met pas en place une stratégie multidimensionnelle basée sur deux principes, la sobriété en tout-qui évite le gaspillage et le compter-sur-soi Le compter sur-soi passe par un pragmatisme, réduire le train de vie de l'Etat et substituer en tout à l'importation un savoir-faire endogène qu'il faut réhabiliter.

Tous les départements ministériels à des degrés divers (ministère de l'Industrie en tête, ont une responsabilité dans les achats à l'étranger qui ne doivent plus se faire avec des logiques sectorielles, mais avec une coordination intersectorielle franche sans arrière-pensée, sans querelle de clocher tant il est vrai qu'il s'agit de l'avenir du pays.

A titre d'exemple, s'agissant du secteur de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de l'éducation, il ne s'agit plus de faire rentrer les élèves en classe, il est nécessaire d'aller vers l'autosuffisance en créant nos propres équipements de laboratoire, nos propres instruments.. ce sont des milliards de DA qui seront ainsi épargnés par la mise en oeuvre d'une Ansej de l'intelligence dédiée à la fabrication d'équipements pédagogiques. Les idées existent? Il nous faut nous organiser. Ce qui est valable pour l'université qui doit mon-trer son utilité est valable pour les autres départements ministériels où l'immense majorité des équipements est importée stérilisant de ce fait toute évolution endogène de la production nationale du pays. Si c'est cela la mondialisation et l'OMC, il est urgent de ne pas y adhérer. Nous serons respectés quand nous irons vers l'autosuffisance. Il est urgent de ne plus exporter sans adosser cela à un transfert de technologie réel. Une redéfinition de la coopération avec nos partenaires à l'aune de cette vision s'avère d'une brûlante actualité.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1.http:/www.techniques-ingenieur.fr/actualité/1000-gw-de-solaire-et-d-eolien-d-ici-6-ans-dans-le-monde-selon-l-aie-article 287765/

2.http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2014/01/16/wil-water-constrain-our-energy-future

3.http://ecowatch.com/2013/10/03/report-calculates-damage-by-fracking/

4.Les dangers sismiques Science et Vie, p. 26, Septembre 2014

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Chems Eddine Chitour, Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : Chems Eddine Chitour

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca